GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES

FEUILLE QUOTIDIENNE D'ANNONCES LÉGALES

RÉDACTION et ADMINISTRATION: 12, place Dauphine

TELEPHONE 818-92

Abonnements Judiciaires

POUR UN AN	
Gazette des Tribunaux (seule).....	42 fr.
Gazette des Tribunaux et Recueil mensuel.....	48 fr.
Recueil mensuel (seul).....	24 fr.
Gazette des Tribunaux et Recueil Dalloz.....	60 fr.
Gazette des Tribunaux, Recueil mensuel et Recueil Dalloz.....	70 fr.

Abonnements

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 72 fr.

12 mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.

ÉTRANGER: LE PORT EN SUS

Sommaire

JUSTICE CIVILE.

Cour de cassation (Ch. des req.) : Expertise ; jugement interlocutoire ; sursis ; expertise partielle ; dépôt ; décision du juge ; validité. — Droit maritime ; navire ; échouement ; marchandises sous l'eau ; vente ; fret ; qualité. — Chemin de fer ; fourniture de wagons ; demande ; mentions ; destinataire ; indication. — Brevet d'invention ; brevet de perfectionnement ; brevet primitif ; existence indépendante.

Cour de cassation (Ch. civ.) : Algérie ; propriété immobilière ; lois des 26 juillet 1873 et 16 février 1897 ; saisie ; titre administratif de propriété ; délivrance et purge entre la saisie et l'adjudication ; droits de l'adjudicataire ; prétendue extinction. — Vente aux enchères publiques ; bois de haute futaie ; arbres épars ; caractère immobilier ; notaires ; droit exclusif. — Action possessoire ; élément nécessaire ; acte volontaire impliquant contradiction à la possession ; ruisseau ; débordement des eaux sur un pré voisin ; défaut de curage (prétendu) ; voie de recours ; non-lieu à complainte possessoire.

Tribunal civil de la Seine (1^{re} Ch.) : Société civile ; conseils d'administration et de surveillance ; fractionnement en deux partis ; état de conflit aigu ; administrateur judiciaire ; rapprochement impossible ; interprétation des statuts ; cas non prévu ; dissolution des conseils ; réunion de l'assemblée générale extraordinaire.

JUSTICE CRIMINELLE.

Cour de cassation (Ch. crim.) : Menaces de mort écrites ou verbales ; ordre ou condition ; termes employés ; devoir des juges du fait ; contrôle de la Cour de cassation. — Revision ; fait nouveau ; annulation sans renvoi. — Appel correctionnel ; jugement sur opposition ; délai ; partie civile. — Citation ; nullité des exploits ; exception in limine litis. — Justice militaire ; conseil de guerre aux armées ; composition ; grade. — Cour d'assises ; jury ; tirage ; liste de l'année précédente. — Preuve ; procès-verbal qualifié de rapport ; maire.

Cour d'assises de la Seine : Un crime passionnel ; l'affaire Bloch.

CHRONIQUE

ROLE DES CHAMBRES CIVILES DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA SEINE.
Audience du 26 décembre 1912.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

Présidence de M. Tanon, président.

Audience du 17 décembre 1912.

EXPERTISE. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — SURSIS. — EXPERTISE PARTIELLE. — DÉPÔT. — DÉCISION DU JUGE. — VALIDITÉ.

Lorsqu'une expertise a été ordonnée et qu'il a été sursis à statuer jusqu'à la fin de l'expertise, le juge peut, sans attendre le rapport complètement fait, statuer sur un premier rapport partiel déposé par les experts portant sur des points se rattachant à des chefs distincts et donnant des conclusions définitivement arrêtées, alors que le litige ni l'expertise ne sont indivisibles, et ce, sans violer la règle d'après laquelle le juge qui a ordonné une mesure d'instruction par une décision interlocutoire passée en force de chose jugée ne peut statuer avant que l'interlocution ait été exécutée.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Feuilloley et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Blondel, du pourvoi formé par Pasquet contre un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 3 janvier 1912 rendu au profit de la Société Chaumont et Montamet.
M^e Coutard, avocat.

DROIT MARITIME. — NAVIRE. — ÉCHOUEMENT. — MARCHANDISES SOUS L'EAU. — VENTE. — FRET. — QUALITÉ.

Lorsqu'après l'échouement d'un navire les marchandises ont été vendues sous l'eau, le fret, qui est dû proportionnellement à la distance parcourue, doit-il être payé conformément aux stipulations des connaissements ou seulement jusqu'à concurrence au prix de vente des marchandises ?

Admission, au rapport de M. le conseiller Letellier et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Blondel, du pourvoi formé par M. le ministre de la marine contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 29 mars 1911 rendu au profit de la Société des Voiliers français.
M^e Labbé, avocat.

CHEMIN DE FER. — FOURNITURE DE WAGONS. — DEMANDE. — MENTIONS. — DESTINATAIRE. — INDICATION.

N'y a-t-il pas violation de l'article 6, lettre b, des conditions d'application des tarifs spéciaux de petite vitesse, relatif aux mentions exigées des expéditeurs demandant une fourniture de matériel, de la part du jugeant qui déclare régulière et valable une demande de fourniture de wagons dans laquelle le destinataire est indiqué par les seuls mots « Réseau allemand », alors que le territoire de la Confédération germanique est desservi par de nombreux réseaux

qu'exploitent soit divers Etats, soit des compagnies privées ?

Admission, au rapport de M. le conseiller Lardinois et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Blondel, du pourvoi formé par l'Administration des Chemins de fer de l'Etat contre un jugement du Tribunal civil de Redon du 13 mars 1912 rendu au profit de MM. Paul Cahour et Cie.
M^e Pérouse, avocat.

BREVET D'INVENTION. — BREVET DE PERFECTIONNEMENT. — BREVET PRIMITIF. — EXISTENCE INDÉPENDANTE.

Le brevet de perfectionnement ne constitue-t-il pas un titre distinct du brevet primitif, ayant une existence juridique indépendante et dont la déchéance ou la nullité ne peut porter aucune atteinte au brevet primitif ?

Admission, au rapport de M. le conseiller Bulot et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Blondel, du pourvoi formé par M. Godard-Cibaud contre un arrêt de la Cour d'appel de Dijon du 24 juillet 1912 rendu au profit de MM. Bedos et autres.
M^e Labbé, avocat.

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

Présidence de M. le premier président Baudouin.

Audience du 11 décembre 1912.

ALGÉRIE. — PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — LOIS DES 26 JUILLET 1873 ET 16 FÉVRIER 1897. — SAISIE. — TITRE ADMINISTRATIF DE PROPRIÉTÉ. — DÉLIVRANCE ET PURGE ENTRE LA SAISIE ET L'ADJUDICATION. — DROITS DE L'ADJUDICATAIRE. — PRÉTENDUE EXTINCTION.

Celui qui, à la suite d'une saisie et d'une première adjudication, est devenu, par l'effet d'une réadjudication sur folle enchère, attributaire de certains immeubles compris dans ces divers actes, tient directement ses droits du saisi.

Dès lors — s'agissant de terrains situés en Algérie — si, dans l'intervalle de vingt ans, dans l'espace écoulé entre la saisie et la réadjudication (et en suite d'une procédure commencée avant la saisie), le saisi a obtenu et purgé, conformément aux lois des 26 juillet 1873 et 16 février 1897, un titre administratif de propriété sur ces mêmes terrains, ce titre confirmatif n'a pu que consolider, entre les mains de l'adjudicataire, la propriété qu'il tient du saisi lui-même.

Les dispositions des lois précitées ne dégagent point celui-ci de ses obligations vis-à-vis dudit adjudicataire, et elles ne pourraient être invoquées utilement contre ce dernier que par des tiers ayant, postérieurement à la délivrance des titres administratifs purgés conformément auxdites lois, acquis de l'indigène saisi, sur les immeubles litigieux, des droits réels qu'ils auraient conservés par une transcription opérée entre celle de la saisie et celle de l'adjudication définitive prononcée au profit du défendeur.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Dille, sur les plaidoiries de M^{es} Hamotin et Auger, avocats, et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Mérillon, du pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Alger du 18 octobre 1909 rendu entre les consorts Robert et M. Faraché.

Audience du 16 décembre 1912.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES. — BOIS DE HAUTE FUTAIE. — ARBRES ÉPARS. — CARACTÈRE IMMOBILIER. — NOTAIRES. — DROIT EXCLUSIF.

Les commissaires-priseurs, les huissiers et les greffiers des justices de paix n'ont la faculté de concourir avec les notaires que pour les ventes aux enchères publiques des choses, qui sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi, soit avant la vente, soit au moment où elle a lieu, et non des choses qui ne seront ameublées que par son résultat, sous la réserve des seules exceptions établies par des lois spéciales et notamment par celle du 5 juin 1851.

Mais cette dernière loi ne vise que les ventes publiques volontaires des fruits et récoltes pendants par racines et des coupes de bois taillis.
Elle est, par suite, inapplicable aux ventes des bois de haute futaie, et spécialement des arbres de cette nature épars sur un sol qui n'est pas en nature de forêt. — Ces arbres ne peuvent jamais être considérés comme des fruits (art. 501 et 502 du Code civil) et ils restent classés parmi les biens immeubles jusqu'à leur abatage (art. 521).

A raison de ce caractère immobilier, le droit de les vendre aux enchères publiques appartient exclusivement aux notaires.

Cassation, au rapport de M. le conseil Falcimaigne, sur la plaidoirie de M^e Félix Bonnet, avocat, et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Lombard d'un arrêt de la Cour de Nancy du 11 décembre 1909 rendu entre M. Julien, la Chambre des notaires de Neufchâteau et M. Popon.

Audience du 17 décembre 1912.

ACTION POSSESSOIRE. — ÉLÉMENT NÉCESSAIRE. — ACTE VOLONTAIRE IMPLIQUANT CONTRADICTION À LA POSSESSION. — RUISSEAU. — DÉBORDEMENT DES EAUX SUR UN PRÉ VOISIN. — DÉFAUT DE CURAGE (PRÉTENDU). — VOIE DE RECOURS. — NON-LIEU À COMPLAINTE POSSESSOIRE.

L'action possessoire suppose un trouble apporté à la possession.

Sans doute, ce trouble peut être de fait comme de droit, mais il doit toujours consister en un acte volontaire impliquant contradiction à la possession. Spécialement, s'agissant de prés envahis par les

eaux débordées d'un ruisseau qui alimente le moulin d'un propriétaire voisin, ce dernier — alors qu'il n'a jamais élevé aucune prétention à la possession desdits prés — ne saurait se voir actionné au possessoire par le propriétaire des terrains inondés ni, par suite, condamné, pour « faire cesser le trouble » subi par le demandeur, à procéder au curage du ruisseau.

Et, à supposer qu'une responsabilité pesât sur lui à raison de l'inondation, il y aurait lieu, non à la complainte possessoire, mais, selon les cas, à une action basée, soit sur l'article 1382 du Code civil, soit sur les articles 6, paragraphes 1^{er} et 2, de la loi du 12 juillet 1905 ou 15, titre II, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Fabreguettes, sur les plaidoiries de M^{es} de Lapanouse et Cail, avocats, et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Lombard, d'un jugement du Tribunal civil de Périgueux du 10 février 1909, rendu entre MM. Dru et Soulier.

OBSERVATION. — Voir : C. de cassation, 21 février 1893 (Sirey, 1896.1.436). Comparer : C. de cassation, 21 mai 1860 (Sirey, 1860.1.512).

Consulter : Fabreguettes (Traité des Eaux, t. I, p. 286, 287, 307, 317, note 3) ; Aubry et Rau (3^e édit., t. II, § 187, p. 232, 233).

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} Ch.)

Présidence de M. Monier.

Audience du 6 novembre 1912.

SOCIÉTÉ CIVILE. — CONSEILS D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE. — FRACTIONNEMENT EN DEUX PARTIS. — ÉTAT DE CONFLIT AIGU. — ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE. — RAPPROCHEMENT IMPOSSIBLE. — INTERPRÉTATION DES STATUTS. — CAS NON PRÉVU. — DISSOLUTION DES CONSEILS. — RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE.

Lorsque les membres des conseils dirigeants d'une société civile se sont divisés en deux partis d'importance sensiblement égale ; que, du fait du conflit aigu qui en est résulté, et malgré la désignation d'un administrateur judiciaire, la marche de la société est devenue impossible, il appartient au tribunal, sur la demande des membres du conseil de surveillance, d'une fraction des membres du conseil d'administration et du directeur général démissionnaire, d'ordonner la dissolution des conseils et la réunion d'une assemblée générale extraordinaire à l'effet de procéder à des élections générales.

Il en est ainsi, alors que le conflit en question n'est prévu par aucun article des statuts de la société ; qu'en effet, le texte statutaire invoqué par le groupe dissident du conseil d'administration et prescrivant la réunion d'une assemblée plénière des deux conseils et du directeur général, doit être interprété comme visant un conflit partiel et non généralisé, et que, d'ailleurs, l'application d'une telle mesure serait inopérante en présence du défaut de fonctionnement des organes essentiels de la société.

La Société « Le Peuple Prévoyant », société civile immobilière et philanthropique d'assistance mutuelle, de retraites pour la vieillesse, de dotation de la jeunesse, etc., créée en 1899, vit récemment son fonctionnement entravé par la constitution, au sein de ses conseils d'administration et de surveillance, de deux partis opposés, sensiblement égaux, et dont la rivalité détermina un conflit aigu, préjudiciable à la marche des affaires sociales, et que ne réussit pas à apaiser la nomination, en octobre 1911, de M. Desbleumortiers, administrateur judiciaire.

Un des deux groupes, composé de M. Galinier, directeur général démissionnaire, de dix membres du conseil d'administration et des membres du conseil de surveillance, introduisit une action devant le Tribunal civil contre les vingt membres constituant l'autre groupe du conseil d'administration à l'effet de voir ordonner par justice la dissolution des conseils et le recours à une assemblée générale extraordinaire.

Les vingt membres défendeurs s'opposaient à cette dissolution des conseils et prétendaient rester en fonctions, offrant d'ailleurs de convoquer l'assemblée générale ordinaire, ou toute assemblée générale extraordinaire qui serait nécessaire.

Le Tribunal, après plaidoiries de M^{es} Azéma, pour les demandeurs, et Challamel, pour les défendeurs, a statué par le jugement suivant :

« Le Tribunal ;
« Attendu que les membres du conseil de surveillance, du conseil d'administration et du directeur général de la Société Le Peuple Prévoyant, fractionnés en deux partis d'importance sensiblement égale, soit au point de vue du nombre, soit au point de vue de la qualité des dissidents, vivent depuis longtemps dans un état de conflit aigu qui, au lieu de s'apaiser avec le temps ou sur la médiation prudente et désintéressée de l'administrateur judiciaire, dont la désignation est devenue nécessaire dès le 24 octobre 1911, n'a fait que s'exaspérer et a pris aujourd'hui des proportions telles que chaque fraction refuse à l'autre toute concession et toute conversation, et que désormais tout espoir de rapprochement peut être considéré comme tout à fait impossible ;
« Attendu que les défendeurs s'opposent à l'intervention de la justice dans le règlement du conflit qui, suivant leurs prétentions, devrait être examiné et solutionné par une assemblée plénière composée des membres des deux conseils et du directeur général par application de l'article 17 bis des statuts sociaux ;
« Mais attendu que ce texte ne prévoit que les litiges ou désaccords qui peuvent s'élever entre le di-

recteur général seul visé et les deux conseils ou l'un d'eux, ou entre les deux conseils entre eux, alors qu'en l'espèce il s'agit d'un différend généralisé qui comprend d'une part non seulement le directeur général, mais avec lui dix membres du conseil d'administration et quatorze membres du conseil de surveillance, contre, d'autre part, un certain nombre d'autres membres du conseil d'administration ; qu'un conflit de ce genre ne rentre dans aucun de ceux prévus par le texte précité, et que, dès lors, les statuts, qui forment la loi des parties, sont vainement invoqués à l'encontre des conclusions des demandeurs ;

« Attendu, au surplus, qu'à supposer que le différend en question puisse rentrer dans les hypothèses prévues audit article, encore faudrait-il, pour admettre l'intervention de l'assemblée plénière et justifier sa compétence, qu'elle pût être valablement convoquée, valablement composée, valablement saisie, et que, notamment, tous les organes directeurs de la société demeuraissent en présence avec leur physionomie et leur constitution statutaire, sous peine d'encourir des irrégularités qui ne feraient que prolonger en l'aggravant une situation qu'ont déjà rendue trop compliquée les nombreuses difficultés passées ;

« Or, attendu qu'aucun des rouages essentiels de la société ne fonctionne plus depuis longtemps, que leur composition est précaire, équivoque, mal définie et incomplète en présence de la démission collective de tous les demandeurs, parmi lesquels figure le directeur général ; que les opérations auxquelles on procéderait en l'état seraient exposées à toutes sortes de critiques plus ou moins fondées, entachées probablement de multiples nullités, et que, finalement, on serait acculé à une situation inextricable que l'intérêt général de tous les adhérents commande dès aujourd'hui de conjurer, en recourant, sans emprunter l'initiative collective ou individuelle d'aucun des dissidents, et sans reconnaître les droits ni proclamer les torts d'aucun d'entre eux, à la consultation des intéressés eux-mêmes qui, par le moyen d'une assemblée générale dont la réunion sera provoquée par les soins de l'administration et dont le programme consistera à procéder à des élections générales dans les formes prévues par les statuts, dans le but de désigner le directeur général de la société ainsi que ceux de ses autres membres qui devront composer les conseils de surveillance et d'administration, et ce, après la dissolution nécessairement prononcée aux termes du dispositif ci-dessous des conseils actuels de surveillance et d'administration et la constatation de la démission du directeur général et, au besoin, de sa déposition et de tous ceux qui font cause commune avec lui ;

« Par ces motifs ;
« Donne acte aux demandeurs de ce qu'ils agissent tant en la qualité prise dans leur acte introductif qu'en celle de simples membres de la société ;

« Donne acte à Manière de son intervention
« Ordonne la dissolution du conseil d'administration et du conseil de surveillance de la Société Le Peuple Prévoyant ;

« Donne acte à Galinier de sa démission de directeur général et au besoin ordonne qu'il cessera désormais ses fonctions ;

« Ordonne la réunion d'une assemblée générale qui procédera dans les formes prévues aux statuts aux élections portant sur les quarante-cinq sièges dont le présent jugement ouvre la vacance ;

« Dit que Desbleumortiers, administrateur judiciaire, sera tenu de réunir cette assemblée générale extraordinaire dans le plus bref délai ;

« Déclare Delétain et ses consorts mal fondés dans toutes leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ;

« Condamne Desbleumortiers, à ses qualités, en tous les dépens qui seront prélevés sur les fonds sociaux ;

« Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire, le cas solutionné ne rentrant dans aucun de ceux qui autorisent cette mesure.

OBSERVATION. — Le rôle des tribunaux dans l'hypothèse spéciale qui a fait l'objet de la décision rapportée n'est pas expressément prévu par la loi. Il a été jugé que la discordance qui surviendrait entre associés et qui rendrait impossible ce concert de volontés sans lequel la société ne peut que difficilement prospérer, pouvait donner lieu à la liquidation anticipée, par application de l'article 1871 du Code civil, cet état de dissentiment étant alors considéré comme rentrant dans les justes motifs dont la légitimité et la gravité sont, en vertu de ce texte, laissées à l'arbitrage des juges : C. d'Aix, 18 juin 1822 (Dalloz, Jur. gén., v^o Société, n^o 666).

Voir, dans le même sens : C. de cassation, 11 novembre 1896 (Dalloz, 1897.1.231). Addé : C. d'Orléans, 19 novembre 1887 (Dal., 1888.2.162) ; C. de cassation, 21 février 1888 (Dal., 1889.3.429) ; C. de Rennes, 4 février 1895 (Dal., 1895.1.183).

Le jugement rapporté a, dans un cas analogue de discordance sociale, cru devoir ordonner, sur la demande qui lui en était faite, la dissolution des conseils d'administration et de surveillance et la réunion d'une assemblée générale extraordinaire, à l'effet de pourvoir, par des élections, aux sièges rendus vacants.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

Présidence de M. Bard, président.

Audience du 14 décembre 1912.

MENACES DE MORT ÉCRITES OU VÉRALES. — ORDRE OU CONDITION. — TERMES EMPLOYÉS. — DEVOIR DES JUGES DU FAIT. — CONTRÔLE DE LA COUR DE CASSATION.

Dans les prévisions des articles 305 et 307 du Code pénal, il ne peut y avoir de délit qu'autant qu'il y a eu menace, écrite ou verbale, de l'un des attentats

énoncés en l'article 305, et qu'en outre, cette menace a été accompagnée d'un ordre ou d'une condition.

Cassation, au rapport contraire de M. le conseiller Thibierge et sur les conclusions également contraires de M. l'avocat général Sélégman, de l'arrêt de la Cour de Paris du 26 juin 1912 rendu contre la dame Baillard au profit du sieur Paul Vallé, fils de l'ex-garde des sceaux.

Renvoi devant la Cour d'Amiens. M^e Dedé, avocat.

REVISION. — FAIT NOUVEAU. — ANNULLATION SANS RENVOI.

Il y a un fait nouveau lorsque, postérieurement à une condamnation pour infraction à un arrêté d'expulsion, il est établi que le condamné était citoyen français.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Geoffroy et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Sélégman, du jugement du Tribunal de Grasse rendu contre Raynaud le 10 mai 1912.

Audience du 19 décembre 1912.

APPEL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT SUR OPPOSITION. — DÉLAI. — PARTIE CIVILE.

Si le jugement, rendu par défaut, est contradictoire au regard de la partie poursuivante, qui doit en interjeter appel dix jours au plus tard après la prononciation, la déchéance n'est encourue, à l'encontre de cette partie, qu'en cas où les défendants ne forment pas d'opposition suivie de leur comparution.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Bourdon et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Rambaud, de l'arrêt de la Cour de Riom du 3 juillet 1912 rendu contre les Eaux et Forêts au profit de Chapel.

CITATION. — NULLITÉ DES EXPLOITS. — EXCEPTION « IN LIMINE LITIS ».

Aux termes de l'article 173 du Code de procédure civile, toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte si elle n'est proposée avant toute défense au fond ou exception autre que les exceptions d'incompétence. Ce principe est général et s'applique même aux matières régies par le Code forestier.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Bouloche et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Rambaud, du jugement du Tribunal de Lons-le-Saulnier du 26 juillet 1912 rendu contre les Eaux et Forêts au profit de Guichard.

JUSTICE MILITAIRE. — CONSEILS DE GUERRE AUX ARMÉES. — COMPOSITION. — GRADE.

Lorsqu'un conseil de guerre aux armées ne peut pas se composer normalement, à défaut d'un nombre suffisant d'officiers du grade requis, l'article 35 du Code de justice militaire autorise le remplacement de ceux-ci par des officiers d'un grade inférieur, mais non par des sous-officiers.

Cassation, au rapport de M. le conseiller La Bôrde et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Rambaud, du jugement du Conseil de guerre de la Côte d'Ivoire du 20 juillet 1912 (affaire N'Zié Coulibaly).

Audience du 20 décembre 1912.

COUR D'ASSISES. — JURY. — TIRAGE. — LISTE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

La liste annuelle des jurés n'est valable que pour l'année en vertu de laquelle elle a été préparée. Par suite, est vicie dans son essence et doit être annulé le tirage au sort du jury de session effectué par erreur sur la liste de l'année précédente.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Herbaux et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Rambaud, du tirage au sort du jury de la Cour d'assises de la Haute-Savoie pour le premier trimestre de l'année 1913, effectué par M. le président du Tribunal de première instance d'Annecy à l'audience du 12 décembre 1912.

Audience du 21 décembre 1912.

PREUVE. — PROCÈS-VERBAL QUALIFIÉ DE RAPPORT. — MAIRE.

Doit être annulé le jugement de simple police qui a relaxé le prévenu sur ses simples dénégations, alors que la contravention qui lui était imputée était constatée par un procès-verbal du maire qualifié à tort de rapport.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Mallein et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Rambaud, du jugement de simple police de Lunel rendu au profit de Dupuy le 26 octobre 1912.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE

Présidence de M. le conseiller Bertulus.

Audience du 23 décembre 1912.

UN CRIME PASSIONNEL. — L'AFFAIRE BLOCH.

Un crime passionnel, qui causa en son temps une grosse émotion et jette un jour curieux sur les mœurs de certains milieux, avait attiré aujourd'hui devant la Cour d'assises l'assistance des grands jours.

Le 31 juillet dernier, Mme Bloch, née Laurence Lévy, âgée de trente-huit ans, a tué la maîtresse de son mari, la dame Bridgmann, dans les circonstances suivantes :

M. Bloch exploitait à Ruclil une usine de nettoyage par le vide. En 1908, dans ses voyages de Ruclil à

Paris, il fit la connaissance de Mimia Bridgmann, mariée et mère d'un garçon de dix-huit ans. Elle devint sa maîtresse. Il loua, pour la voir plus librement, un petit appartement, 16, rue Vignon. En 1911, Mme Bloch fut informée de cette liaison. Dès lors, des scènes constantes troublèrent la vie du ménage.

L'usine de Ruclil dut fermer et les époux vinrent habiter Neuilly.

La jalousie de Mme Bloch devint de plus en plus vive. En octobre 1911, poussé dans ses derniers retranchements, M. Bloch fit des aveux complets et désigna Mme Bridgmann comme sa maîtresse.

Aussitôt, Mme Bloch se rendit chez cette dernière et la supplia de rompre avec M. Bloch ; elle n'aboutit à aucun résultat.

Elle s'adressa alors au fils de Mme Bridgmann et lui dénonça sa mère ; cette démarche singulière ne lui réussit pas davantage.

Mme Bloch réussit alors à se procurer des lettres adressées par sa rivale à M. Bloch, et armée de cette correspondance se rendit chez M. Bridgmann, qui la reçut en présence de sa femme et de son fils.

Cette démarche mit la discorde dans le ménage Bridgmann, tant et si bien que Mme Bridgmann quitta le domicile conjugal pour aller habiter rue Vignon.

C'est là que le 31 juillet Mme Bloch, qui avait acquis à prix d'argent l'adresse de sa rivale, vint la trouver. Aucun témoin n'assista à l'entrevue des deux femmes. Ce qui est certain, c'est que Mme Bloch tira deux coups de revolver sur Mme Bridgmann. La malheureuse tomba foudroyée du premier coup.

Mme Bloch sortit tranquillement, déclara à la concierge qu'elle venait de tuer une femme, et se fit arrêter par le premier agent qu'elle rencontra.

Tel est le drame qui est soumis aujourd'hui au jury.

Voici en quels termes il est apprécié par l'acte d'accusation dont M. le greffier Wilmès donne lecture au début de l'audience :

Le mobile auquel a obéi la dame Bloch est une jalousie morbide exaspérée par l'exagération de sa sensibilité et entretenue par son imagination et son goût pour les situations dramatiques. Elle n'a pas obéi à une impulsion brusque ; ses démarches répétées, la variété des moyens auxquels elle a eu recours, le temps écoulé entre le crime et la découverte de l'adultère excluent cette hypothèse. L'accusée a-t-elle prémédité son crime ? Bien des circonstances rendent cette supposition vraisemblable, mais elle n'est pas certaine et il n'y a pas lieu de retenir contre l'accusée la circonstance aggravante qui fait du meurtre un assassinat.

La dame Bridgmann a chèrement expié sa faute. Après avoir détruit son ménage, amené son divorce, sa meurtrière a fini par la tuer.

L'affection qu'elle avait pour Bloch, si coupable qu'elle fût, n'était pas intéressée, car il paraît établi qu'elle a fait pour son amant de gros sacrifices pécuniaires.

Mme Bloch est une femme de petite taille. Elle est vêtue de deuil, de larges bandeaux de cheveux très noirs ombragent son visage pâle, qu'éclairaient deux yeux, également très noirs. Elle n'entend pas bien et se sert d'un appareil acoustique, ressemblant à un appareil photographique, qu'elle installe devant elle.

Elle est assistée de M^e Henri-Robert. M. l'avocat général Fournier occupe le siège du ministère public :

Le fils de la victime s'est porté partie civile et est représenté par M^e Lot, avoué, assisté de M^e André Paisant. Il fait au début de l'audience une courte apparition, mais un sentiment de haute convenance détermine ses conseils à l'inviter à se retirer.

Mme Bloch répond d'une voix émue aux questions de l'interrogatoire :

— Je savais, dit-elle, que mon mari me trompait. J'avais cherché un dérivatif dans la littérature, mais finalement je ne pus supporter mon malheur.

M. le président. — Ceci n'est peut-être pas une excuse. Je comprends bien votre colère ; mais, croyez en ma vieille expérience, on guérit toujours de la jalousie.

L'accusée. — Ce n'est pas seulement le fait d'être trompée qui m'a rendue malheureuse ; car, après tout, quels sont les hommes qui ne trompent pas leur femme ?... Mais Mme Bridgmann n'était pas une maîtresse ; c'était une femme légitime qui se mêlait de mon foyer, de mes enfants. Si j'avais de la misère, elle le savait. Tous les secrets de ma maison, de mon alcôve lui étaient livrés...

M. le président. — Cela est possible ; mais qui lui livrait ces secrets ? C'était votre mari. Or, à celui-là, vous laissez votre cœur, et vous tuez l'autre. C'est cette conduite qu'on ne s'explique pas... Il y a encore autre chose. Votre mari était l'obligé de cette femme pour des sommes relativement importantes, et vous le saviez ?

L'accusée. — Jamais je n'ai pu croire cela. M. le président. — Il y a aussi dans votre conduite quelque chose d'inexplicable. C'est votre démarche auprès du fils de votre victime.

L'accusée. — J'en demande pardon.

M. le président. — Votre attitude en cette circonstance démontre qu'il y a des moments où la colère fait dépasser toutes les bornes. Vous avez commis là une indécence impardonnable. Voulez-vous nous expliquer ce qui s'est passé lors de votre entrevue avec M. Bridgmann ? — R. Je remis à M. Bridgmann les lettres de sa femme, qui ne pouvaient lui laisser aucun doute en lui disant : « Voilà deux mois que l'on me promet que cela cessera, et cela ne cesse pas. » Il finit par me dire : « Eh bien, si cela continue, tuez-la comme un chien. »

M. le président. — Il aurait d'après lui, déclaré qu'il tuerait son mari et sa femme ; mais, étant donnée votre infirmité, vous avez pu mal entendre. Quoi qu'il en soit, vous continuez. Votre mari vous écrit : « Fais de M... de son fils, de son mari tout ce que tu voudras. Quels que soient tes actes, tu me trouveras toujours là auprès de toi. » En même temps, il proteste de son amour auprès de sa maîtresse. Comment expliquer une pareille duplicité ? C'est que vous lui faisiez les scènes les plus épouvantables et qu'il ne savait comment se garer de vous ? — R. Je voulais faire du scandale quand même pour reconstituer mon foyer et sauver mes enfants.

M. le président retrace alors la scène du crime et les événements qui l'ont immédiatement précédé ; il conclut en disant :

— C'est bien la jalousie féroce qui a armé le bras de cette femme.

Et l'invite à s'expliquer librement devant les jurés.

D'une voix tremblante, l'accusée répond :

— J'aimais mon mari, je voulais conserver mon foyer selon les traditions de ma famille. Mon père, auquel je me confiais, me conseillait de patienter. C'est ce que je fis d'abord. Je me montrai aussi douce que je le pouvais. Puis, peu à peu, je compris que mon mari se détachait de moi, sans savoir d'abord pourquoi. Quand j'ai su la vérité, je lui ai pardonné. J'ai été alors trouver ma rivale pour essayer de la fléchir. Elle m'a répondu froidement : « Je veux vivre ma vie. Je n'ai pas été heureuse. Faites comme moi. Votre mari vous trompe, trompez-le ! » — « Mais j'ai des enfants ; vous êtes mère aussi ! » — « Moi, cela m'est égal, mon fils est élevé. » Malgré ce langage, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour émuouvoir cette femme ; j'ai touché toutes les cordes de sa sensibilité. Tout cela a été vain... J'ai supplié aussi mon mari. C'était un homme faible, il avait peur d'elle. Il me disait oui et agissait contrairement à ce qu'il disait. J'ai tenté alors un dernier effort. J'ai apporté les lettres à M. Bridgmann. Si j'avais vu seulement dans cette femme une lueur de pitié, je me serais arrêtée...

Mme Bloch s'arrête sur ces mots en pleurant. L'interrogatoire est terminé.

Peu de chose à dire des témoins entendus, si ce n'est de M. Bloch, le mari, dont il est inutile de qualifier le rôle dans cette affaire.

C'est un homme de taille moyenne, au crâne dénudé.

Le président l'admoneste sévèrement :

— Votre responsabilité dans cette affaire est lourde et grande.

Très humblement, et avec calme, Bloch le reconnaît.

— Oui c'est moi qui ai toute la responsabilité. C'est par mon incohérence que j'ai amené ma femme où elle est. Je suis trop ému pour en dire plus long. Posez-moi des questions. J'ai juré de dire toute la vérité ; je répondrai.

M. le président. — Vous avez avoué votre liaison à votre femme ? — R. Oui, mais je ne me doutais pas du chagrin que je lui faisais.

M. le président. — Vous avez agi d'une façon inqualifiable. Il y a mensonge et mensonge. Il y a celui qui est quelquefois un acte de respect pour l'épouse offensée, et puis celui qui consiste à piétiner cette dernière. C'est de celui-là que vous vous êtes servi. Quand vous écrivez, par exemple, à votre femme en lui disant : « Fais de M... tout ce que tu voudras, je m'incline », et qu'en même temps vous continuez vos relations avec votre maîtresse, est-ce que ce n'est pas dépasser les lois sacrées de la galanterie ? Vous paraissez les avoir complètement ignorées.

Bloch. — Mme Bridgmann avait beaucoup de chagrin. Quand je lui parlais de rompre, elle pleurait. C'était une situation très délicate. J'ai été faible. Je suis coupable.

M. le président. — Et puis, vous livrez à votre maîtresse pour étayer vos mensonges les secrets de votre ménage, de votre alcôve ! Vraiment ce n'est pas bien. On pourrait vous appeler « le tortura-teur » de votre femme, si j'ose ainsi parler. Devant une telle attitude, on se demande si votre rôle vis-à-vis de Mme Bridgmann n'était pas forcé ? N'avez-vous pas son obligé ? N'avez-vous pas reçu de l'argent d'elle. Je voudrais pour vous que vous puissiez vous disculper. — R. Elle ne m'a jamais donné d'argent.

D. Ne l'avez-vous pas cependant avoué à votre femme ? — R. Je disais cela pour faire croire à ma femme que je n'avais pas d'argent.

Sur l'intervention de M. l'avocat général, ce honteux personnage finit par reconnaître qu'il jurait un amour éternel à sa maîtresse, en même temps qu'il disait à sa femme de faire de cette dernière ce qu'elle voulait.

Puis il finit par dire qu'il aurait rompu s'il avait soupçonné que sa femme fût capable de se porter à la violence.

M. le président. — Pouvez-vous rompre, étant donné votre passé ?

Bloch fait alors cette réponse stupéfiante :

— Mon amour n'était pas profond. C'est seulement par faiblesse que je m'osais la quitter.

M. le président. — Allons, vous êtes impardonnable !

M. l'avocat général lit la déposition de M. Bridgmann à l'instruction, celle d'un domestique qui a entendu M. Bloch faire à sa femme des scènes et l'injurier grossièrement. Quelques parents donnent des détails sur le ménage Bloch ou sur la victime.

Puis la parole est donnée à M^e André Paisant :

L'avocat de la partie civile dépêtit Mme Bridgmann comme « la pauvre petite créature qui s'est donnée dans la douleur, qui a souffert, qui a pleuré, qui a cru trouver le bonheur ». Bloch lui a dit « Ma vie est un enfer », et elle l'a cru ; elle a eu pitié de lui.

Quant à Mme Bloch, elle emploie tous les moyens pour parvenir à ses fins. Elle tourne le fils contre la mère, elle souhaite à cette dernière de fermer le cercueil de son enfant et fait contre elle les vœux les plus abominables. Puis, tout à coup, elle semble céder. « Je vais me retirer, écrit-elle. Vous êtes une victime comme moi. Prenez ma place au foyer. Mes enfants vous aimeront. » Mme Bridgmann ne lui dit pas oui ou non. Et cependant elle décide de la tuer. Elle met son dessein froidement à exécution. Elle entre chez elle en traitre, elle appuie le canon du revolver contre la tempe, et la petite cervelle jaillit ! L'infornée tombe morte sans avoir poussé un cri ! Il y a des crimes qu'on excuse ! le crime subtil, le crime impulsif... Mais celui-là, c'est le cerveau fécond qui l'a lentement préparé, la volonté qui l'a froidement exécuté. Il faut de la pitié, mais aussi de la justice.

M. l'avocat général Fournier ne veut pas qu'on élève Mme Bridgmann, qui se réclamait du droit de vivre sa vie, sur un piédestal ; et prononce un réquisitoire des plus modérés.

Pour lui, le vrai coupable, c'est Bloch. L'accusée est une femme d'une excellente moralité, mais qui, sous l'empire de la passion, était capable de tout. Elle n'est pas indignée de pitié, bien qu'en s'adressant au fils elle ait commis un acte répugnant qui permet de se demander dans quel milieu elle a puisé de pareils sentiments. Quant à son mari, c'est effrayant de voir un abaissement de sens moral, une violence pareille aux siens. On n'a qu'un regret, c'est qu'il ne puisse pas être accusé aux côtés de sa femme. M. l'avocat général va jusqu'à dire que si Mme Bloch avait tué son mari, il n'aurait pas hésité à solliciter son acquittement.

M^e Henri-Robert présente la défense de l'accusée.

— Mme Bloch est une femme d'intérieur, attachée

à ses devoirs, aimant ses enfants. Elle est la femme légitime, et elle ajoute à ce mot quelque importance : « Ne détruisez pas mon foyer », dit-elle à sa rivale. « Prenez donc un amant, lui répond celle-ci. J'ai bien le droit de vivre ma vie ! » Abominable formule, que je réprovoque de toutes mes forces, abominable formule qui voudrait couvrir en vain toutes les lâchetés et tous les vices. Non, on n'a pas le droit de vivre sa vie, quand, vivant sa vie, on brise celle des autres !

Mme Bloch s'est heurtée à une femme que la correspondance appelle une « femme d'acier » et dont on doit dire que la vertu avait connu déjà plus d'une épreuve.

M. Bloch n'a pas détruit le ménage Bridgmann. Les lettres qui sont au dossier établissent qu'il n'était pas le premier amant de Mme Bridgmann.

Alors, que reste-t-il de tout cela ? De tous les personnages mêlés au drame, le plus intéressant est celle que vous allez rendre dans quelques instants à la liberté. Acquitez-la parce qu'elle a souffert, parce qu'elle a pleuré et parce qu'elle a, par une longue détention préventive, déjà expié la faute qu'elle a commise.

Le jury se retire pour délibérer et revient au bout de quelques instants avec un verdict négatif sur toutes les questions.

En conséquence, Mme Bloch est acquittée. La partie civile obtient 1 franc de dommage-intérêt.

CHRONIQUE

PARIS, LE 23 DECEMBRE 1912

Un énigmatique personnage, répondant au nom de Grumbel, comparait aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel. Devant la neuvième Chambre, il avait à répondre d'un délit de vol. Il se fit passer pour Espagnol et refusa de répondre autrement que par l'intermédiaire d'un interprète. Mal lui en prit, car l'interprète fut mandé, et comme il lui parlait espagnol, il fut avéré que le prévenu ne connaissait pas cette langue. Dans un langage de fantaisie, il essaya, mais sans succès, de jouer la comédie. Six mois de prison lui furent infligés.

Le même individu était poursuivi en même temps devant la huitième Chambre pour outrages aux bonnes mœurs. Il employa le même manège, mais sans plus de succès juridique. Là aussi, il entendit prononcer contre lui une condamnation à six mois d'emprisonnement.

(Tribunal correctionnel de la Seine, 9^e Ch. — Présidence de M. Hugot. — Audience du 23 décembre 1912.)

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

ÉMISSION DE 1.000.000 D'OBLIGATIONS FORNÈRES de 500 fr. 3 1/2 %, avec LOTS rapportant 17 fr. 50 d'intérêt par an. PRIX D'ÉMISSION : 495 Francs. Les souscriptions seront reçues en titres libérés ou en titres non libérés, moyennant le versement de : Pour les titres non libérés : 20 fr. en souscrivant ; 20 fr. à la répartition et le surplus en 10 versements ; Pour les titres libérés : 50 fr. en souscrivant et 442 fr. de 5 au 22 février 1913. Titres jouissance 1^{er} mai 1913. 8 tirages par année pour 4.500.000 fr. de lots dont 3 lots de 250.000 fr. et 3 lots de 100.000 fr. Pour le surplus, voir le prospectus ou l'afiche. Souscription publique le 9 JANVIER 1913 à PARIS : AU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE et dans les principales Sociétés de crédit.

LE SOLEIL-VIE

ENTREPRISE PRIVÉE ASSUJETTIE AU CONTRÔLE DE L'ÉTAT 44, rue de Châteaudun, PARIS

ACHATS DE NUES PROPRIÉTÉS ET D'USUFRUITS

Conditions particulièrement avantageuses — Renseignements gratuits —

Le Palais de Justice et La Sainte-Chapelle de Paris, notice historique et archéologique ; par M. Henri Stein, conservateur adjoint aux Archives Nationales, 1 volume in-12, illustré de trente-six planches hors texte et de reproductions graphiques de plans et estampes anciennes. Le volume : 5 francs ; en vente à la Gazette des Tribunaux.

CH. BOULLY, ancien avoué

55, boul. Sébastopol, Paris Téléphone 153-65

A CÉDER

ÉTUDES D'AVOUCES. Midi. Produit : 45.000 francs. Près Paris. Produit : 35.000 francs. Nord. Produit : 28.000 francs. Cour d'Amiens. Produit : 23.000 francs. Cour de Dijon. Produit : 20.000 francs. Cour de Nancy. Produit : 16.000 francs. Cour de Poitiers. Produit : 16.000 francs. Cour de Bordeaux. Produit : 16.000 francs. Auvergne. Produit : 15.000 francs. A céder à Paris, part de moitié dans cabinet d'avocat-conseil, dirigé par avoué honoraire. Affaire de premier ordre valant une étude.

SPECTACLES DU MARDI 24 DECEMBRE 1912

OPÉRA. — Relâche. COMÉDIE-FRANÇAISE. — La Nuit d'août ; le Bon Roi Dagobert. OPÉRA-COMIQUE. — La Sorcière. OPÉON. — Vieil Heidelberg. GAITÉ-LYRIQUE. — L'Aigle. CHATELET. — Le Roi de l'Or. GYMNASÉ. — La Femme seule. VARIÉTÉS. — L'Habit vert. RENAISSANCE. — L'Idée de Française. PORTE-SAINT-MARTIN. — Les Flambeaux. PALAIS-ROYAL. — La Présidente. TRIANON-LYRIQUE. — Ordre de l'Empereur.

THEATRE ANTOINE. — Les Singes ; l'Homme qui assassina.
THEATRE REJANE. — Monsieur l'adjoint ; Un coup de téléphone.
VAUDEVILLE. — La Prise de Berg-op-Zomm.

BOUFFES-PARIISIENS. — La Part du feu.
THEATRE APOLLO. — Le Soldat de chocolat.
AMBIGU. — Cœur de Française.
FOLIES-DRAMATIQUES. — Les Deux Vieilles Gardes ; la Source lointaine ; Idoméne.

THEATRE IMPERIAL. — Un mari modèle ; la Maison Pouponard ; Complet à l'Impérial.
ATHENEE. — Le Diable ermite.
THEATRE MICHEL. — La Cruche ; l'Escapade.
CLUNY. — Le Crabe ; le Loustic.

THEATRE MOULIER. — Cowboy.
THEATRE IMPERIAL. — Relâche.
GRAND-GUIGNOL. — La Poire en deux ; le Grand Oiseau ; Une place de libre ; le Baiser dans la nuit ; le Rapide de 22 heures.

AVIS

Toutes les annonces judiciaires et légales prescrites par le Code civil, les Codes de procédure et de commerce et les lois spéciales, pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats, pourront être insérées, en 1912, dans

LA GAZETTE DES TRIBUNAUX

(Arrêté de M. le préfet de la Seine en date du 22 décembre 1911, inséré dans notre numéro du 31 décembre 1911.)

DIVORCES

Etude de M^e CASTAIGNET, avoué à Paris, place de la Madeleine, n° 6.

D'un jugement rendu par défaut par la troisième Chambre du Tribunal civil de la Seine le 2 novembre 1912, enregistré et signifié.

Entre M. Ernest-Engène MERCIER, demeurant à Paris, 7, rue Baudelaire, ci-devant, et actuellement même ville, 50, rue Doudouville ;

Et Mme Marie-Eugénie-Marcelle BRUN, épouse de M. MERCIER, demeurant ladite dame à Paris, 17, rue Baudelaire ;

Il a été prononcé que le mariage contracté entre les époux MERCIER, à la requête et au profit du mari.

Pour extrait publié conformément à l'article 247 du Code civil :

Signé : CASTAIGNET. (Assistance judiciaire. — Admission du 22 mai 1911.) (820)

Etude de M^e Edmond ZADOC-KAHN, avoué à Paris, 61, rue des Petits-Champs.

D'un jugement rendu par défaut par la troisième Chambre du Tribunal civil de la Seine le 9 novembre 1912, enregistré et signifié.

Entre M. Didier-Louis PERROT, chauffeur d'automobiles, demeurant à Levallois-Perret, 4, rue de Lannois ;

Et Mme Louise-Marthe RIETZ, épouse de M. PERROT, susnommé, avec lequel elle demeure de droit, mais résidant de fait à Genève (Suisse), 26, rue Montbrillant ;

Il a été prononcé que le mariage contracté entre les époux PERROT, à la requête et au profit du mari.

Pour extrait, publié conformément à l'article 247 du Code civil :

Signé : E. ZADOC-KAHN. (Assistance judiciaire. — Admission du 5 janvier 1910.) (819)

Etude de M^e VALLET, avoué à Paris, 46, rue de Londres.

D'un jugement rendu par défaut par la quatrième Chambre du Tribunal civil de la Seine le 14 octobre 1912, enregistré et signifié.

Au profit de Mme Adèle-Marie STRINGARI, épouse de M. Victor-Mathias WAGENER, avec lequel elle demeure de droit, mais autorisée à résider et résidant de fait à Levallois-Perret (Seine), rue Trézel, n° 3 ;

Contre M. Victor-Mathias WAGENER, demeurant ci-devant à Clichy (Seine), rue de Neuilly, n° 15, et actuellement sans domicile ni résidence connus ;

Il a été prononcé que le mariage contracté entre les époux WAGENER, à la requête et au profit de la femme.

La présente insertion est faite en conformité de l'article 247 du Code civil.

Pour extrait :

Signé : VALLET. (Assistance judiciaire. — Admission du 6 octobre 1911.) (821)

VENTES IMMOBILIÈRES

Vente au Palais, le 15 janvier 1913. En 3 lots (réunion des deux premiers).

1^o r. du Théâtre, 63 et Lourmel, 85 Mise à prix : 70,000 francs.

2^o rue de Lourmel, 33 Mise à prix : 35,000 francs

3^o rue du Théâtre, 65 Mise à prix : 55,000 francs.

S'adresser à M^{es} Durnerin et Dubail, avoués, et à M^e Bourdel, notaire. (818)

AVIS AUX ACTIONNAIRES

SOCIÉTÉ des ÉTABLISSEMENTS E. LIEZ (en formation.)

MM. les souscripteurs des actions de la Société des Établissements E. Liez (en formation) sont convoqués en deuxième Assemblée générale constitutive, au siège social provisoire, 83, rue des Petits-Champs, le lundi 30 décembre, à quatre heures de l'après-midi.

ORDRE DU JOUR :

- 1^o Approbation des apports et des avantages particuliers ;
2^o Nomination des premiers administrateurs ;
3^o Nomination de ou des commissaires aux comptes ;
4^o Constataion de l'acceptation des administrateurs et commissaires ;
5^o Approbation des statuts.

Le Fondateur : E. LIEZ. (3269)

Pour être sûr de ne pas laisser échapper un journal qui aurait nommé le dit abonné à l'ARGUS DE LA PRESSE, qui lit, découpe et traduit tous les journaux du monde, et en fournit les extraits sur n'importe quel sujet. Hector Malot (Zylo, p. 70 et 82).

ANNONCES INDUSTRIELLES

Dans le Pâtisseries, bonneterie, café, chaus. Loiret. L. Loy. 300 f. avec jardin. Aff. 30 fr. par jour, à augmenter. Prix 3,000 fr. (46579) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Dans le Coiffeur, coiffeur, tenu dep. 10 a. Belle install., billard, vastes locaux. Aff. 8,000 fr. Prix demandé 8,000 fr. (46583) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Prêt de 12,000 fr. à 5 0/0 sur hypothèque de la Marne et estimée 32,000 fr. (46583) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Constructions tout genre, vente, échange, à anc. mais Px 15,000 f. av. march. On louerait l'imm. 5,000 f. et on le vend. 120,000 f. (46583) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Gde ville. ÉPICERIE, fruiterie, buvet. S.-et-O. Loy. 1,700 fr. pour beau local avec logement. Affaires 80 fr. par jour, sans crédit. Prix 8,000 fr. (3991) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Commandite de 50,000 f. pour 5 a. est dem. par import. maison de vins mousseux toute partiel et appelée à gd aven. à l'étranger. Intér. 5 0/0 et 10 0/0 sur b. net. offerts. (46578) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Cause de HOTEL vins, existe dep. 27 a. 18 malade. L. Loy. 3,500 fr., rapport de l'hotel 4,000 fr. Aff. 14,000 fr. Matériel un bon état. Prix 19,000 fr. Cause de maladie. (46577) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Portes de papeterie, nouveautés, mercerie, vétem., 600 jours, par jour. Loy. 600 f. avec petit jard. Aff. 55 à 60 f. par jour. Prix 16,000 fr. avec marchandises. (4055) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

Portes de HOTEL vins, billard, boquets. Paris. L. Loy. 3,500 fr., rapport de l'hotel 4,000 fr. Aff. 14,000 fr. Matériel un bon état. Prix 19,000 fr. Cause de maladie. (46577) PETITJEAN, 9, RUE DES HALLES

AVIS AUX OBLIGATAIRES

CHEMINS DE FER DE L'EST

Tirage du 5 décembre 1912.

23.766 obligations 3 0/0 antérieures de la Compagnie à rembourser à 500 francs, à partir du 1^{er} juin 1913.

Table of numbers for the 3% bond drawing, organized in columns and rows.

Table of numbers for the 3% bond drawing, organized in columns and rows.

Table of numbers for the 3% bond drawing, organized in columns and rows.

Table of numbers for the 3% bond drawing, organized in columns and rows.

Table of numbers for the 3% bond drawing, organized in columns and rows.

Table of numbers for the 3% bond drawing, organized in columns and rows.

Le remboursement des titres amortis aura lieu, sous déduction des impôts, à partir du 1^{er} juin 1913. Il pourra également être effectué des paiements moyennant une retenue calculée au taux d'escompte de la Banque de France, savoir : pour les titres au porteur, à vue ; pour les titres nominatifs, après l'accomplissement des formalités de transfert. (3257)

AVIS

La publication légale des actes de société est obligatoire, pour l'année 1912, dans l'un des dix-sept journaux suivants :

- LA GAZETTE DES TRIBUNAUX
Les Petites Affiches ; — Les Affiches Parisiennes et Départementales ; — Le Droit ; — La Loi ; — La Gazette du Palais ; — Le Moniteur des Ventes ; — Le Courrier ; — Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris ; — Le Moniteur officiel du Commerce ; — Le Journal spécial des Sociétés françaises par actions ; — Le Moniteur des Travaux publics ; — Les Affiches de Paris ; — La Dépêche coloniale ; — Le Journal des Travaux publics ; — Le Moniteur de l'Entreprise et de l'Industrie ; — La Chronique Industrielle.

INSCRIPTIONS LEGALES

Etude de M^e BOURDEL, notaire à Paris, rue du Général-Bourret, n° 30.

68 ACTIONS

Par suite d'acceptation bénéficiaire, au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'étude et par le ministère de M^e BOURDEL, notaire,

Le lundi 6 janvier 1913, à une heure du soir,

En sept Lots de

de la Société des Sources Minérales de Vals (Sources Mireille), avant son siège d'exploitation à Vals-les-Bains (Ardèche), et son siège administratif à Paris, rue Laffitte, n° 47,

A la requête de : 1^o M. Charles-Eugène-Léon BREUIL, président du Tribunal civil de première instance de Saint-Mihiel, demeurant à Saint-Mihiel (Meuse) ; 2^o M. Alfred DEMANGE, propriétaire, et Mme Charlotte-Cécile BREUIL, son épouse, demeurant ensemble à Paris, rue Bassano, n° 19 ; 3^o M. Pierre-Maurice GIRARD, propriétaire, et Mme

Jeanne DEMANGE, son épouse, demeurant ensemble à Paris, avenue de la Grande-Armée, n° 11, M. BREUIL, Mme DEMANGE et Mme GIRARD, seuls héritiers, de M. Léonard BREUIL, en son vivant avoué honoraire, demeurant à Paris, rue Bassano, n° 12, où il est décédé le 23 avril 1912, veuf de Mme Anaïs WATZDORF.

Désignation. Soixante-huit actions de la Société des Sources Minérales de Vals (Sources Mireille), ayant son siège d'exploitation à Vals-les-Bains (Ardèche) et son siège administratif à Paris, rue Laffitte, n° 47. Dépendant de la succession de M. Léonard BREUIL, et comprenant : Quarante-huit actions au porteur, portant les n° 168 à 190